

Les Américains s'unissent pour la recherche

Aux Etats-Unis, chercheurs et patrons prennent la plume en faveur de l'innovation. Les rapports se multiplient.

A l'heure où Jean-Louis Beffa rédige son second rapport, les patrons, chercheurs et universitaires américains publient des rapports en série pour doper l'innovation outre-Atlantique. La semaine dernière, les experts de la Task Force on the Future of American Innovation ont milité sous la houlette de Craig Barrett, PDG d'Intel, pour augmenter le budget fédéral en faveur d'une science qu'ils estiment en déclin.

De leur côté, Samuel Palmisano, PDG d'IBM et Wayne Clough, président du Georgia Institute of Technology, ont rendu publiques 63 recommandations dans un rapport baptisé « Innovate America » et présenté hier, à Paris, par Kathleen Kingscott, directrice de l'innovation chez IBM. Elaboré par une vingtaine de patrons et de chercheurs, sous l'égide du Council on Competitiveness, ce document préconise de renforcer, sur le sol américain, les trois piliers de l'innovation que sont « les ressources humaines », « les investissements financiers » et « les infrastructures ».

Certes, en 2003, les Etats-Unis réalisaient à eux seuls 37 % des dépenses mondiales en recherche et développement, loin devant l'Europe (25 %). Mais, pour rester compétitive à l'ère de la mondialisation, l'Amérique doit saisir au vol les promesses de technologies émergentes, de l'environnement à l'énergie en passant par les biotechnologies ou les nanomatériaux.

Besoin d'aides publiques

Le temps presse, face à l'émergence de pays comme la Chine, fief de plus de 400 centres de R&D internationaux. Déjà, près de la moitié des brevets américains seraient détenus par des entreprises à capitaux étrangers. Entre 1995 et 2001, les budgets en R&D de pays comme la Chine ou la Corée ont bondi, en moyenne, de 140 %, tandis que les dépenses américaines n'ont augmenté que de 34 %.

En 2004, Washington a pourtant consacré à la recherche fondamentale l'enveloppe colossale de 126 milliards de dollars. Mais, à l'exception des domaines de la

sécurité nationale, de l'espace et de la défense – qui a bénéficié de 66 milliards de dollars en 2004, soit davantage qu'au temps de la guerre froide –, les investissements du gouvernement fédéral en recherche fondamentale seraient sur le déclin. L'Etat devrait mettre la main au portefeuille, pour financer des innovations de rupture, souvent négligées, ainsi qu'il le fait dans des travaux panachant les disciplines. « *L'innovation jaillit du croisement de disciplines* », assure le rapport.

Ce dernier milite aussi pour établir une politique nationale, à l'heure où des entités concurrentes et aux priorités disparates règnent sur la science américaine, des Etats aux National Institutes of Health en passant par la National Science Foundation.

Les auteurs préconisent un éventail de mesures pour reconstituer le vivier de chercheurs. En effet, un quart des scientifiques américains partiront à la retraite d'ici à 2010. De plus, les cursus scientifiques comptent moins d'adeptes, tandis que le nombre de publications de chercheurs et de doctorants ne cesse de chuter. En outre, aux Etats-Unis, où un chercheur sur trois est étranger, la demande de visas a plongé de 32 % en 2004.

Côté finances, le texte invite les investisseurs à s'impliquer davantage au stade de l'amorçage et les entreprises à adopter des stratégies de recherche à long terme. Quant aux infrastructures, aux mêmes maux les mêmes remèdes. Alors que la France construit ses pôles de compétitivité, le rapport préconise, d'ici à cinq ans, la création d'une dizaine de pôles d'excellence calqués sur la Silicon Valley ou la route 128. Le texte encourage les alliances entre les secteurs public et privé, incitant les grands groupes à se rapprocher des PME innovantes. De même, les règles de la propriété intellectuelle doivent être repensées.

« *Pour stimuler l'innovation dans un univers mondial, il faut créer un nouvel écosystème*, résume Kathleen Kingscott, invitée à s'exprimer par la French-American Foundation, l'Institut français des relations internationales et l'Agence nationale de la recherche technique. *Mais c'est un travail de longue haleine.* »

L'AURANCE N'KAOUA

Les Echos

02/10/05

p 28